REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LESIGNY

JEUDI 23 FEVRIER 2017

Les membres du conseil municipal se sont réunis le Jeudi 23 Février 2017 à 19 h 30 salle de la Mairie sous la présidence de Daniel TREMBLAIS, Maire.

Etaient présents : Mrs TREMBLAIS D., BEAUVAIS P., LEROY D., BARREAULT A., GREYO T., PICARD P., BLEAU L., Mmes CHEVALIER M., COMBASTEL C., BLUET AM

Etaient Absents Excusés : Mr VOYEZ C. ayant donné pouvoir à Mr BEAUVAIS Patrick.,

Etaient Absents : Mrs ARNOUX S., DREUX S., MICHEL N.

EMPRUNT LOTISSEMENT

Monsieur Le Maire informe les membres du conseil municipal que nous avons effectué un emprunt concernant le lotissement. Cet emprunt avait été effectué auprès de la caisse d'épargne pour une durée de 3 ans au taux de 2.53 % et se termine en Mai 2017. Cet emprunt devait être remboursé au fur et à mesure de la vente des terrains.

A ce jour, il reste 5 terrains à vendre.

Après avoir pris contact auprès de la Caisse d'épargne, cette dernière nous propose de reconduire ce prêt sur 3 ans au taux fixe de 1.26% avec des frais de 150 € pour le dossier.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil acceptent à l'unanimité la reconduction de l'emprunt aux conditions énoncés et autorisent Monsieur Le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CHATELLERAULT

Le 1er janvier 2017, le périmètre de la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais a été étendu et il couvre aujourd'hui le territoire de 47 communes.

Cette nouvelle étape dans la vie de la communauté d'agglomération intervient un an après la fusion des régions qui a abouti à la création de la Nouvelle Aquitaine. Ces changements institutionnels sont une occasion pour la communauté d'agglomération de travailler sur son identité. C'est pourquoi une étude a été engagée pour réfléchir à la dénomination et à la nouvelle identité. A l'issue, il est proposé de retenir la dénomination de "Grand Châtellerault". Une dénomination qui permet d'englober l'ensemble du territoire et de lui offrir une réelle visibilité à l'extérieur. La mise en avant de la ville-centre permet une géolocalisation immédiate de la Communauté d'Agglomération à l'échelle de la grande Région dont elle est la porte d'entrée nord.

Elle traduit la centralité géographique et économique de Châtellerault au coeur d'un bassin de vie à dominante rurale, désigné par l'adjectif "grand". Placé devant le nom de la ville, il renvoie tout d'abord à la taille de la Communauté d'agglomération : à travers son extension, elle est passée de 12 à 47 communes, elle abrite 19,84 % de la population du département (86 000 habitants) et représente 17,62 % de la superficie de la Vienne (1 232 km²). Mais on peut aussi lire dans cet adjectif l'ambition du territoire. Enfin la juxtaposition d'un petit et d'un long mot confère phonétiquement à la dénomination un caractère percutant et facilite son utilisation dans le langage courant (effet "marque").

La dénomination de la communauté d'agglomération étant une information mentionnée à l'article 1 de ses statuts, il est proposé de procéder à une modification statutaire. Celle-ci permettra de prendre en compte en un seul document statutaire les trois changements intervenus successivement au cours de l'année 2016 à savoir :

- la modification statutaire des compétences actée par arrêté préfectoral 2016-SPC-92 en date du 28 novembre 2016 ;
- la modification des membres de la communauté d'agglomération actée par arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-037 en date du 6 décembre 2016 ;
- le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire actés par arrêté préfectoral n°2016-D2/B1 – 050 du 16 décembre 2016

La procédure de modification statutaire se déroule conformément aux dispositions de l'article L5211-20 du CGCT qui prévoit que "l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que celles visées par les articles L5211-17 à L5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement.

A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés".

Les conditions de majorité requise sont les suivantes :

- soit deux tiers des communes représentant la moitié de la population totale concernée,
- soit la moitié des communes représentant deux tiers de la population totale,

De plus, il est obligatoire d'avoir l'accord de la commune dont la population est la plus nombreuse, si celle-ci est supérieure à un quart de la population totale de l'EPCI.

Il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis favorable à la modification statutaire ci-jointe qui a été adoptée par délibération n°1 du conseil communautaire du 6 février 2017.

* * * * *

VU l'arrêté 2016-SPC-92 en date du 28 novembre 2016 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais,

VU l'arrêté n°2016-D2/B1-037 en date du 6 décembre 2016 portant modification du périmètre de l'agglomération du pays châtelleraudais à compter du 1er janvier 2017,

VU l'arrêté n°2016-D2/B1 – 050 du 16 décembre 2016 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais,

CONSIDERANT la volonté de traduire dans la dénomination de la communauté d'agglomération les changements institutionnels intervenus au 1er janvier 2017,

Le conseil municipal à l'unanimité ayant délibéré, décide de donner un avis favorable à la modification statutaire ci-jointe et en particulier à la dénomination de Grand Châtelerault.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF DU SERVICE ASSAINISSEMENT et du COMPTE DE GESTION

Après en avoir délibéré les membres du conseil Municipal vote le Compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2016 et arrête les comptes :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
COMPTE ADMINISTRATIF ASSAINISSEMENT						
Résultat Reporté		45 342,65	7 439,02	0,00	7 439,02	45 342,65
Opérations exercice	49 735,18	22 638,17	25 781,95	20 422,67	75 517,13	43 060,84
TOTAUX	49 735,18	67 980,82	33 220,97	20 422,67	82 956,15	88 403,49
Résultat clôture		18 245,64	-12 798,30			5 447,34
Reste à réaliser						
TOTAUX CUMULES						
RESULTAT DEFINITIF		18 245,64	-12 798,30			5 447,34

CLOTÛRE DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-037 du 6 Décembre 2016 portant modification de périmètre de la communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais (CAPC) à compter du 1^{er} Janvier 2017,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais du 12 septembre 2016 procédant à la modification statutaire préalable à l'extension du périmètre de la CAPC – modification relative aux compétences.

Considérant que la Commune de LESIGNY sera commune membre de la CAPC à compter du 1^{er} Janvier 2017,
Considérant que la CAPC a la compétence assainissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte et décide :

1°) **DE PROCEDER** au 31 Décembre 2016 à la clôture du budget annexe du service ASSAINISSEMENT,

2°) **DE REPORTER** les résultats du compte administratif de l'exercice 2016 du budget annexe du service ASSAINISSEMENT au budget de la communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais,

3°) **DE TRANSFERER** à compter du 1^{er} Janvier 2017 les résultats d'exercice 2016 du budget annexe du service ASSAINISSEMENT de la commune de LESIGNY au budget de la communauté d'agglomération du Pays châtelleraudais

4°) **D'INTEGRER** l'actif et le passif du budget annexe du service ASSAINISSEMENT dans le budget de la communauté d'agglomération du Pays châtelleraudais par le comptable assignataire,

5°) **D'AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer toute pièce afférente à cette affaire ;

DESIGNATION DES DELEGUES AU SIMER

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal qu'il est délégué au SIMER au sein de la CAPC et qu'il ne peut plus représenter la commune au sein de cette institution.

Monsieur Le Maire propose que Madame COMBASTEL Christine qui était suppléante devienne la titulaire et Monsieur PICARD Patrick se propose d'être suppléant.

Après avoir voté, et avoir délibéré, Mme COMBASTEL Christine, titulaire et Mr PICARD Patrick, suppléant sont élus à l'unanimité pour représenter la commune au sein du SIMER.

DELIBERATION CONCERNANT LA DEMANDE DE MR GIRAUDEAU

Monsieur le Maire informe que Mr GIRAUDEAU, artisan menuisier ébéniste sur la commune de Lesigny désire reconstruire le hangar agricole qui était sur la parcelle ZI 139 au lieu-dit les Froux. Ce hangar a été détruit lors d'un fort coup de vent aux débuts des années 2010. Mr GIRAUDEAU souhaite en faire un lieu de stockage pour l'exercice de son métier.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil acceptent à l'unanimité la proposition de Monsieur le Maire et l'autorisent à émettre un avis favorable à la demande de Mr Giraudeau à Lesigny

OUVERTURE D'UN POSTE DE SURVEILLANT DE BAINNADE POUR LA PERIODE ESTIVALE DU 1^{ER} JUILLET AU 31 AOÛT 2017

Monsieur Le Maire informe le Conseil municipal qu'il est nécessaire d'ouvrir temporairement un poste de surveillant de baignade pour la période estivale 2017 du 1^{er} Juillet au 31 Août 2017 basé sur le 1^{er} échelon du grade des opérateurs des activités physiques et sportives.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal autorisent Monsieur Le Maire à lancer les offres d'emplois.

PROJET DE MOTION OU DE VŒU CONCERNANT L'HOPITAL NORD VIENNE

Le conseil municipal de LESIGNY du 23 Février 2017 a pris connaissance de la suppression de 30 postes, la fermeture de 22 lits en chirurgie et le gel de 10 de lits de maternité à l'hôpital de Châtellerault et ces décisions ne font qu'aggraver les conditions de travail des personnels hospitaliers, déjà en situation de flux tendu, et la prise en charge des patients.

L'importante manifestation dans les rues de Loudun le 14 février dernier, rassemblant les personnels hospitaliers, les habitants, les élus montre l'attachement de la population à l'hôpital public. Elle souligne l'extrême sensibilité de cette dernière face aux difficultés rencontrées du fait des politiques d'austérité qui minent l'hôpital depuis plusieurs années et à leurs conséquences, notamment en terme d'accès à des soins de qualité et de proximité.

Pour nos communes rurales, le groupement hospitalier Nord Vienne, avec les 2 établissements de Châtellerault et Loudun, doit être doté des moyens financiers et humains nécessaires pour assurer un égal accès à un service public de soins répondant aux besoins de notre époque.

Cet établissement public est vital sur notre territoire où la population vieillit et où le faible pouvoir d'achat de nos concitoyens conduit déjà à des renoncements aux soins.

Par conséquent le conseil municipal de... demande au gouvernement :

- de geler la baisse continue de tarification des actes médicaux,
- de revenir sur le système de tarification des actes médicaux (T2A) dont on voit les conséquences désastreuses sur les budgets des hôpitaux,
- d'assurer une aide particulière en 2017 au groupe hospitalier nord Vienne, permettant de renoncer aux suppressions de postes annoncées, afin de conserver une offre de soins de qualité sur l'ensemble du territoire Nord Vienne,
- D'affecter, en complément d'un SMUR 24/24, un hélicoptère SAMU 24/24, indispensable à la sécurisation de l'accès aux soins sur Loudun et Châtellerault.

Le conseil municipal demande également la tenue, dans l'urgence absolue, d'une concertation réunissant les premiers responsables de l'hôpital, de l'ARS, des élus politiques du territoire, des syndicats de salariés concernés et du comité de défense et de développement de l'hôpital Nord Vienne Châtellerault-Loudun.

Copies de la motion aux parlementaires du département de la Vienne et au Président de l'ARS.

Monsieur Le Maire informe :

- De la tenue de l'assemblée générale de la Fédération Française de Randonnée Pédestre le Dimanche 26 Février 2017 à la salle du Pré du Four